

RAPPORT DES CONCLUSIONS

« FAIRE PROGRESSER LA JUSTICE DE GENRE

DANS LES DONNÉES ET POLITIQUES RELATIVES À LA BIODIVERSITÉ »



REMERCIEMENTS

Auteurs: *Shruti Ajit, Amelia Arreguín-Prado, Fatima El-Aaraby* (CBD Women’s Caucus) and *Karen Wong-Pérez, Francesca Booker, Cinzia Cimmino* (IIED).

Nous souhaitons également remercier Estefania Rodero Sanz, Ivonne Liliana Salamanca Leon, Olimpia Castillo Blanco, Fanny Fanou-Ako, Aarifa Muhammed et Enzo Leone pour leurs contributions et leurs observations concernant l’outil d’évaluation, qui lui ont permis d’être aussi solide et complet que possible, ainsi que Marion Pobo et Cinzia Cimmino pour leur soutien concernant la traduction de l’outil d’évaluation.

Aide pour la traduction : Marie Neyroud pour la version française et Absolute Translations pour la version espagnole.

Ce travail a été soutenu par la Suède. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Suède.

Pour de plus amples informations : genderandbiodiversitydata@cbd womenscaucus.org

TABLE DES MATIÈRES

Synthèse	3
1. Cartographie de la mission	4
2. Collecte de données	9
3. Gestion, analyse et gouvernance des données	14
4. Adoption et utilisation des données	16
5. La voie à suivre : Informer le processus de formation	20
Annexe 1 : Méthode d’évaluation	23

Publié : Février 2026

SYNTHÈSE

La présente rapport, menée par le groupe de travail des femmes de la CBD en partenariat avec IIED, fournit une cartographie exploratoire et basée sur le réseau des capacités, des pratiques et des besoins liés aux données en matière de biodiversité tenant compte du genre parmi les organisations dirigées par des femmes et fondées sur les communautés tout au long de la chaîne de valeur des données relatives à la biodiversité : la collecte, la gestion, l'analyse et l'utilisation.

S'appuyant sur 70 réponses à une enquête provenant de 33 pays (voir l'annexe 1 pour plus de détails), les constatations ont montré que les organisations dirigées par des femmes et fondées sur les communautés génèrent déjà des données vitales relatives à la biodiversité et tenant compte du genre. Les organisations sont extrêmement actives dans les domaines de la communication de données (77 %) et de l'utilisation de données (70 %) et participent de manière importante à la collecte (61 %) et à l'analyse (56 %) de données. Cependant, seules 37 % des organisations déclarent pratiquer la gestion des données, ce qui souligne l'existence d'une lacune susceptible d'affecter l'exploitabilité et l'accessibilité des données probantes sur le long terme. Bien que de nombreuses organisations affichent une forte intention éthique, la mise en œuvre reste inégale, 52 % d'entre elles déclarant disposer d'orientations éthiques ou de cadres de protection des données. Un plus petit nombre d'entre elles signalent avoir mis en place des plans formels de gestion des données.

L'une des grandes forces des données relatives à la biodiversité dirigées par des femmes est la génération de données probantes ancrées dans les communautés. Les membres des communautés et les femmes dirigeantes jouent un rôle central dans la collecte (57 %), l'utilisation (43 %) et la validation (43 %) des données. Les approches les plus courantes de la collecte de données sont des méthodes qualitatives et fondées sur la narration, y compris des entretiens, des groupes de réflexion et des récits. Ces méthodes reflètent le caractère central des expériences vécues s'agissant de construire des données relatives à la biodiversité tenant compte du genre. Les organisations collectent souvent des catégories d'informations qui se recoupent, comme des données sur l'inclusion genrée et sociale (86 %), des données socio-économiques (67 %), des données sur les politiques et la législation (61 %), des données sur la biodiversité et l'écologie (56 %) et des connaissances traditionnelles, autochtones et locales (57 %). Cette approche illustre le tournant émergent en faveur des systèmes de preuve globaux et pluridisciplinaires qui reflètent à la fois les dimensions écologiques, sociales, culturelles et de gouvernance.

Tout au long de la chaîne de valeur, l'obstacle à la collecte de données le plus important et le plus fréquent est le manque de financement (86 %), qui est étroitement lié à l'accès limité aux technologies et aux outils (56 %) et aux contraintes en matière de compétences techniques (44 %). Ces défis entremêlés limitent la capacité des organisations à mener des travaux systématiques, éthiques et évolutifs. Cependant, l'obstacle principal à l'impact politique n'est pas l'absence de données probantes, mais l'absence de reconnaissance, d'accès et de ressources. Les données gérées par les communautés et dirigées par des femmes ne sont souvent pas reconnues à leur pleine valeur dans les espaces décisionnels, malgré leur pertinence, leur profondeur et leur utilité pour un ancrage communautaire.

Les constatations pointent deux opportunités importantes. D'une part, on note une forte volonté en faveur de l'apprentissage par les pairs et du renforcement des capacités collectives (96 %), ce qui montre un fort potentiel pour des approches évolutives fondées sur les réseaux afin de renforcer les capacités en matière de données tenant compte du genre dans toutes les régions et tous les contextes. D'autre part, ces constatations laissent voir une opportunité de mettre en place une approche basée sur l'ensemble de la société pour le suivi et l'établissement de rapports, en s'appuyant sur les éléments déjà existants. Les organisations dirigées par des femmes génèrent et utilisent déjà des données probantes riches et ancrées dans les communautés. La reconnaissance de leurs contributions existantes, couplée à un soutien stratégique afin de renforcer leurs capacités et infrastructures, permettra la génération et l'utilisation de données probantes tenant compte du genre, qui peuvent fournir des informations en vue de décisions plus justes au regard du genre dans les processus d'établissement de rapports nationaux et mondiaux en matière de biodiversité.

1. CARTOGRAPHIE DE LA MISSION

Objectif et portée

L'évaluation suivante¹ a été réalisée par le groupe de travail des femmes de la CBD (CBD WC), en partenariat avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) afin de mieux comprendre la manière dont les organisations de femmes participant à la conservation de la biodiversité collectent, gèrent, analysent, utilisent et partagent actuellement les données. L'étude se concentre sur des organisations travaillant aux niveaux local, national et régional, notamment celles représentant des Peuples Autochtones, des communautés afro-descendantes et des communautés locales ou travaillant avec ces publics.

L'évaluation examine les capacités et les défis tout au long de la chaîne de valeur des données (voir encadré 1), identifie les besoins en soutien prioritaires et explore les opportunités de collaboration et d'apprentissage par les pairs afin de renforcer les systèmes de données relatives à la biodiversité tenant compte du genre.

Cette évaluation a été conçue comme une cartographie exploratoire basée sur les réseaux des capacités, des pratiques et des besoins liés aux données relatives à la biodiversité tenant compte du genre parmi les organisations dirigées par des femmes et fondées sur les communautés. Son objectif n'est pas de produire des constatations statistiquement représentatives, mais plutôt de générer des données probantes directionnelles et axées sur la pratique qui peuvent donner des informations en vue de la conception des programmes, des initiatives de renforcement des capacités et des investissements stratégiques.

Pourquoi les données relatives à la biodiversité tenant compte du genre sont importantes

La politique de données relatives à la biodiversité tenant compte du genre dépend des données probantes qui reflètent la manière dont les femmes, les hommes et les différents groupes de genre vivent différemment les changements environnementaux. Des lacunes majeures persistent cependant en ce qui concerne les données mondiales. Parmi les plus de 90 indicateurs des objectifs de développement durable liés à l'environnement, seuls une dizaine incluent une dimension liée au genre et la plupart de ceux-ci ne comportent pas de données fiables ventilées par sexe pour les différents pays.² Dès lors, il n'existe dans une grande part aucune documentation concernant les différences cruciales dans la manière dont les femmes et les hommes vivent la perte de biodiversité, la dégradation environnementale et l'accès aux ressources naturelles.

Cette lacune est renforcée par la manière dont les données environnementales sont collectées. Les statistiques environnementales nationales et internationales incluent rarement des indicateurs ventilés par sexe ou tenant compte du genre, ce qui limite la compréhension des impacts, rôles et vulnérabilités différenciés. En parallèle, les femmes continuent d'être sous-représentées dans les orientations environnementales et les espaces décisionnels. Lors des trois conventions de Rio, y compris la convention sur la diversité biologique, les femmes ne représentaient qu'environ 40-45 % des points focaux nationaux et seuls environ 10 % des pays avaient atteint la parité femmes-hommes pour les rôles de direction en matière environnementale.³

Ces lacunes en matière de données et de représentation masquent les rôles et connaissances spécifiques par lesquels les femmes contribuent à la conservation de la biodiversité, y compris en tant que principales cueilleuses d'aliments sauvages et de plantes médicinales ou que gardiennes des connaissances écologiques autochtones et locales. En l'absence de données tenant compte du genre, des cadres mondiaux comme le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal et les objectifs de développement durable risquent de favoriser des politiques qui ignorent les réalités vécues, amenuisent les responsabilités et ne parviennent pas à produire des résultats équitables et efficaces en matière de biodiversité.

1 Pour obtenir une copie de l'outil d'évaluation, veuillez vous adresser à : genderandbiodiversitydata@cbd-womenscaucus.org

2 Voir : <https://data.unwomen.org/features/why-we-need-gender-and-environment-data-agenda-cop28>

3 Voir : <https://unu.edu/inweh/news/gender-imbalance-hinders-equitable-environmental-governance-un-university-report-reveals>

Le présent rapport est organisé en suivant la chaîne de valeur des données relatives (voir encadré 1) à la biodiversité, allant de la collecte des données à leur communication, en passant par leur gestion, leur analyse et leur utilisation. Les premières sections définissent qui génère les données, quels types de données sont collectées et quelles méthodes sont employées. Les sections suivantes examinent les capacités organisationnelles, les défis et les besoins de soutien liés à la gestion et à l'analyse des données. Le rapport se penche ensuite sur la manière dont les informations sont utilisées pour le plaidoyer, la prise de décision communautaire et la participation politique, avant de conclure par des recommandations visant à renforcer des systèmes de données tenant compte du genre et axées sur les communautés.

Encadré 1 : Comprendre une chaîne de valeur de données

La chaîne de valeur de données décrit une séquence d'étapes interconnectées au moyen desquelles les informations brutes deviennent des données probantes prêtes à être utilisées à des fins décisionnelles, soulignant la manière dont les lacunes à n'importe quelle étape peuvent limiter l'impact global produit par les données. Le cadre dans lequel s'inscrit l'évaluation provient de Data2X (2019), qui définit la chaîne de valeur comme incluant la génération, le traitement, l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données, en soulignant l'importance de la connectivité et des retours d'information tout au long des différentes étapes.

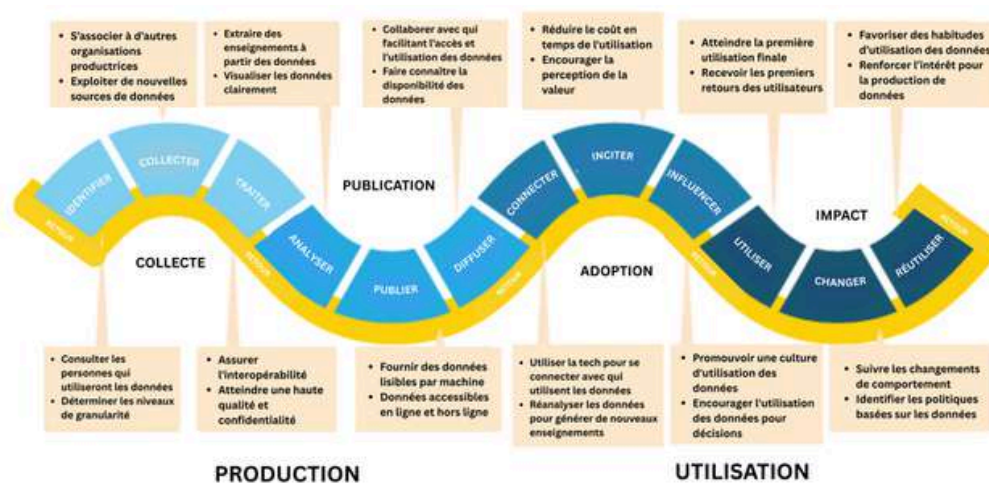


Figure 1 : « Une chaîne de valeur de données est simplement la transformation de données brutes en décisions et en actions qui peuvent améliorer la vie des gens. » — Data2X, 2019, La chaîne de valeur de données

Traduction du graphique en espagnol, avec l'aimable contribution du CBD Women's Caucus. Pour plus de détails, consulter le document suivant : Open Data Watch (2019). 'The data value chain: Moving from production to impact'. Washington D.C : Data2X. https://www.data2x.org/wp-content/uploads/2019/08/Data_Value_Chain.pdf

Dans le présent rapport, les étapes de la chaîne de valeur de données sont définies comme suit :

- **Collecte des données** : Recueillir des informations au moyen d'enquêtes, d'entretiens, de surveillance communautaire, de cartographies et d'autres sources primaires ou secondaires.
- **Gestion des données** : Organiser, stocker, conserver et préserver les données au moyen de systèmes numériques, papiers ou hybrides, y compris les protocoles hybrides.
- **Analyse des données** : Interpréter les données pour identifier des schémas, des tendances et des perspectives, y compris des dimensions sociales ou fondées sur le genre.
- **Utilisation des données** : Appliquer les données probantes analysées au plaidoyer, à la participation politique, à la prise de décision communautaire, à l'établissement de rapports et à l'apprentissage.
- **Partage et communication des données** : Diffusion des constatations à des publics variés au moyen de rapports, de dossiers, des médias, d'outils visuels ou de dialogues.
- **Gouvernance des données** : Pratiques éthiques, processus de consentement, protection des données et autorité décisionnelle concernant la manière dont les données sont utilisées et partagées.

Participation tout au long de la chaîne de valeur de données

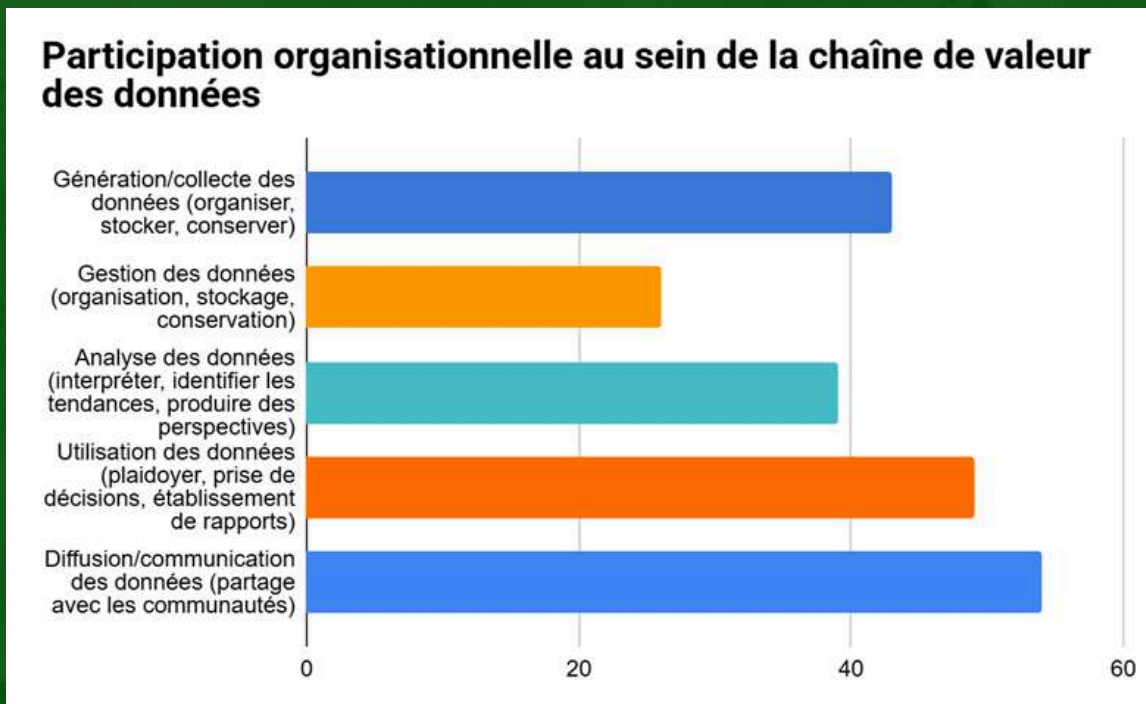


Figure 2 : Participation des différentes organisations tout au long de la chaîne de valeur

Les résultats de l'enquête montrent que les organisations participent activement à différentes étapes de la chaîne de valeur de données, bien que leur degré de participation puisse varier. On retrouve le niveau le plus élevé de participation dans le cadre de la diffusion et de la communication des données (77 %), ce qui montre un engagement fort en faveur du partage des constatations avec les communautés, les décideurs politiques et le grand public. On retrouve juste ensuite l'utilisation des données (70 %), ce qui indique que de nombreuses organisations s'appuient sur les données pour soutenir le plaidoyer, alimenter la prise de décisions et satisfaire aux exigences en matière d'établissement de rapports.

Quarante-trois répondants participent à la génération et à la collecte (61 %) et à l'analyse (56 %) des données, ce qui reflète une expérience répandue en matière de recueil et d'interprétation des données. Cependant, en comparaison, 26 répondants ont déclaré participer à la gestion des données (37 %), y compris à des activités comme l'organisation, le stockage et la conservation de données. Cet écart souligne une limite de capacité essentielle, qui pourrait affecter à long terme l'exploitabilité, l'accessibilité et la qualité des données générées.

De manière générale, cette répartition montre que, bien que de nombreuses organisations soient très actives dans le domaine de l'utilisation et de la communication des données, un soutien supplémentaire aux systèmes et pratiques de gestion des données pourrait considérablement renforcer l'intégrité et l'impact des données probantes relatives à la biodiversité tenant compte du genre.

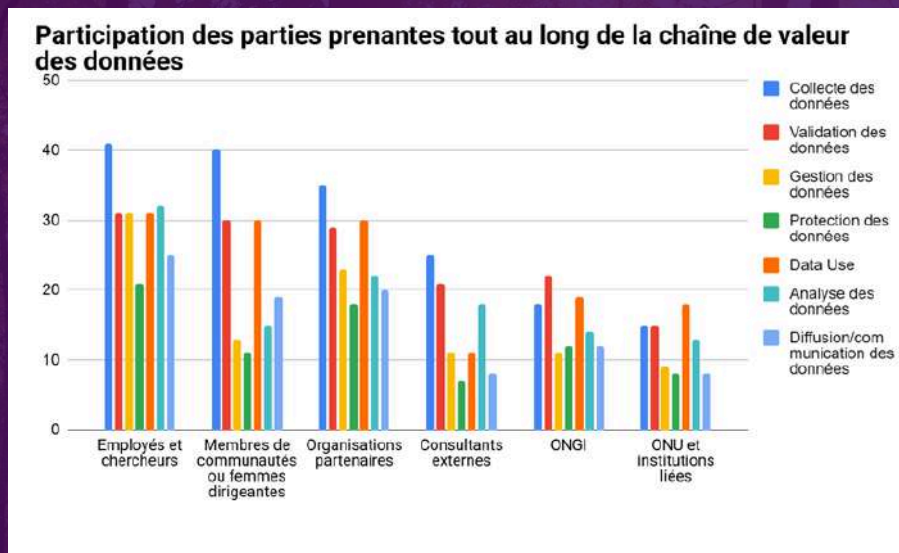


Figure 3 : Participation des différentes parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur

Les résultats de l'enquête montrent qu'un large éventail de parties prenantes participent tout au long du cycle de vie des données, bien que les degrés de cette participation varient en fonction des étapes. Les employés et les chercheurs sont les acteurs qui participent le plus couramment, occupant la première place pour toutes les étapes, de la collecte des données (59 %) à l'analyse des données (46 %) en passant par la validation des données (44 %), la gestion des données (44 %), l'utilisation des données (44 %) et la diffusion des données (36 %). Cela reflète le rôle central qu'ils jouent en matière de supervision technique et de prise de décision organisationnelle.

Les membres de communautés et les femmes dirigeantes jouent aussi un rôle de premier plan, notamment en ce qui concerne la collecte des données (57 %) et l'utilisation des données (43 %), ce qui montre l'importance des connaissances menées par la communauté et des expériences vécues s'agissant de façonner des données probantes tenant compte du genre. Leur forte participation à la validation des données (43 %) souligne l'accent mis sur le fait de veiller à l'exactitude, la pertinence et l'intégrité culturelle des données.

Les organisations partenaires sont présentes tout au long de la chaîne de données, avec une participation notable à la collecte des données (50 %), la validation des données (41 %) et l'utilisation des données (43 %). Leurs contributions soutiennent souvent la génération collaborative de données probantes et les initiatives de plaidoyer partagées. En revanche, des services de consultance externes ont tendance à participer de manière plus sélective, principalement au moment de la collecte (36 %), de l'analyse (26 %) et de la validation (30 %) des données, ce qui reflète leur rôle consistant à apporter un appui technique spécialisé.

Les ONG internationales (ONGI) et l'ONU ou les institutions liées font preuve d'une participation modérée, notamment en ce qui concerne l'utilisation des données (ONGI : 27 %, institutions liées à l'ONU : 26 %) et la validation des données, qui sont des points pour lesquels les acteurs mondiaux soutiennent généralement l'alignement sur des cadres internationaux. Leur plus faible participation à des étapes telles que la collecte des données, la gestion des données, la protection des données et la diffusion des données indique que ces fonctions restent en grande partie une fonction interne des organisations locales et basées sur les communautés.

De manière générale, les constatations pointent un fort écosystème à plusieurs parties prenantes, au sein duquel les membres des communautés, les organisations locales et les employés techniques jouent un rôle central. Cependant, la participation comparativement plus basse de l'ensemble des acteurs à la protection des données et à la gestion des données laisse entendre l'existence de domaines dans lesquels une amélioration supplémentaire des capacités et des normes partagées pourrait contribuer au renforcement de la gouvernance des données.

Comparaison régionale de la participation des parties prenantes tout au long du cycle de vie des données

Dans les trois régions (Amérique latine, Afrique et Asie), les données révèlent une forte participation des différents acteurs tout au long du cycle de vie des données, malgré des différences régionales notables concernant les personnes qui dirigent ou soutiennent chaque étape.

En Amérique latine, les employés et les chercheurs sont en tête de la plupart des étapes de la chaîne de valeur de données, notamment de la collecte des données (48 %), de l'utilisation des données (43 %) et de l'analyse des données (39 %). Les membres des communautés et les femmes dirigeantes participent également étroitement aux étapes, notamment à la collecte des données (35 %) et à l'utilisation des données (43 %), ce qui montre une participation significative de la communauté à la génération et à l'application de données probantes tenant compte du genre.

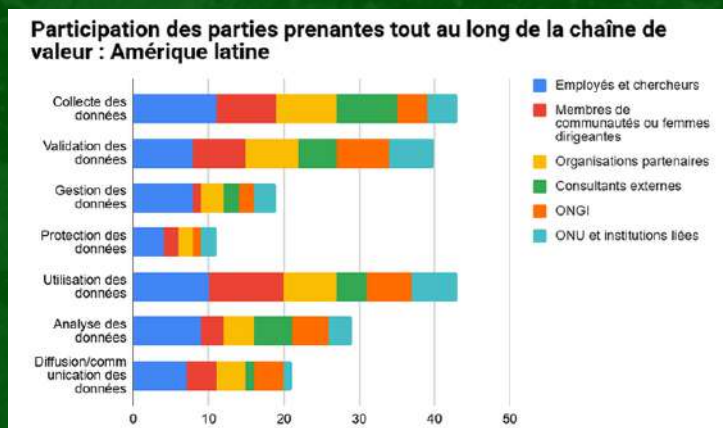


Figure 4 : Participation des différentes parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur en Amérique latine

La participation des organisations partenaires reste modeste pour toutes les étapes, en soutien aux processus collaboratifs, tandis que des services de consultance externes contribuent de manière plus sélective, notamment à la collecte des données (35 %) et à l'analyse des données (22 %), ce qui est cohérent avec leur rôle consistant à fournir un appui technique spécialisé ou de court terme. Dans toute la région, la protection des données et la gestion des données affichent les plus faibles niveaux de participation en général, notamment parmi les acteurs des communautés, pointant des lacunes persistantes en matière de gouvernance des données, d'infrastructures et de capacités de gérance sur le long terme.

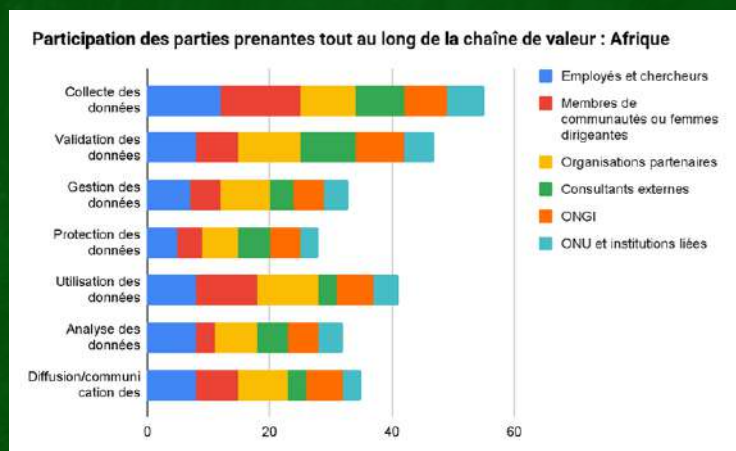


Figure 5 : Participation des différentes parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur en Afrique

L'Afrique affiche la plus forte participation des communautés de toutes les régions. Les membres des communautés jouent un rôle majeur dans la collecte des données (68 %) et l'utilisation des données (53 %), illustrant un fort recours aux connaissances des communautés, aux expériences vécues et aux dirigeants locaux pour générer et appliquer des données probantes tenant compte du genre. Les organisations partenaires et les ONGI participent aussi activement, notamment à la validation et à la diffusion des données, ce qui reflète une collaboration solide entre les différentes institutions et niveaux d'action.

Par rapport à l'Amérique latine, les résultats de l'Afrique montrent une plus forte participation à la protection des données et à la gestion des données, ce qui porte à croire qu'une attention relativement plus forte est accordée à la gouvernance et à la gérance des données, malgré la persistance de lacunes en matière de capacités. Des services de consultance externes et l'ONU ou les organismes liés participent de manière plus modérée tout au long de la chaîne de valeur de données, fournissant principalement un soutien technique ou institutionnel ciblé. De manière générale, la participation constante dans la région pour différents groupes d'acteurs reflète l'existence d'un réseau dynamique et interconnecté d'ONG et d'organisations locales, ainsi que le fait que les partenaires travaillent de façon collective, à l'intersection du genre, de la biodiversité et de la gouvernance communautaire.

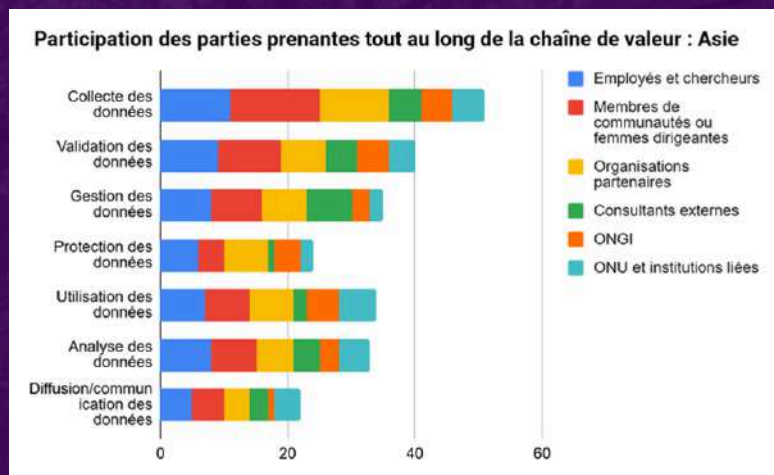


Figure 6 : Participation des différentes parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur en Asie

La région Asie affiche un profil multi-parties prenantes plus équilibré, avec des rôles forts joués par les membres de communautés (76 %) et les organisations partenaires (65 %) dans le cadre de la collecte des données, ainsi qu’une participation considérable des employés à toutes les étapes de la chaîne de valeur de données. Cette région se démarque par sa participation relativement plus élevée à la gestion des données par les employés et les membres de communautés (47 %), ce qui porte à croire en l’existence de capacités comparativement plus solides d’organisation, de stockage et de conservation des systèmes de données.

Cependant, des services de consultance externes et les ONGI affichent une participation moindre qu’en Afrique, notamment dans le domaine de la protection des données et de la diffusion des données, ce qui reflète que les systèmes de données sont davantage dirigés en interne et gérés au niveau local. La région Asie présente également une participation notable de l’ONU et des institutions liées, notamment en matière d’utilisation des données (35 %) et d’analyse des données (29 %), ce qui indique un alignement sur les processus politiques régionaux et mondiaux, tout en conservant une forte appropriation locale des pratiques relatives aux données.

2. DATA COLLECTION

La présente section cherche à comprendre les capacités, les approches et les expériences des organisations en matière de génération et de collecte de données probantes tenant compte du genre. Elle explore les manières dont les femmes, l’égalité femmes-hommes et d’autres facteurs intersectionnels sont identifiés, recueillis et validés.

Données collectées par les organisations répondantes

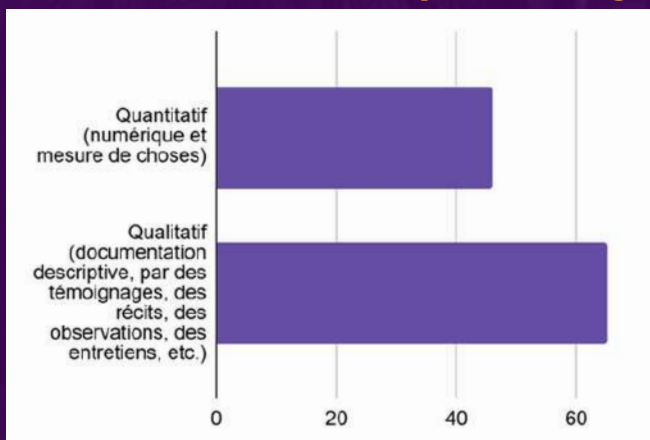


Figure 7 : Différents formats de données collectées par les personnes répondantes

Dans tout l’ensemble de données, les organisations ont déclaré utiliser un large éventail de types de données afin de renseigner leurs travaux sur le genre et la biodiversité. Les données qualitatives sont apparues comme l’approche la plus fréquemment employée, avec 65 organisations (93 %) qui s’appuient sur des méthodes descriptives et narratives telles que les témoignages, les récits, les entretiens, les observations de communautés et la documentation sur le terrain. Cela reflète le rôle central que jouent les expériences vécues, les connaissances traditionnelles, les connaissances autochtones et locales et les perspectives communautaires s’agissant de comprendre les relations entre le genre et la biodiversité.

Des données quantitatives sont également collectées dans une large mesure : 46 organisations (66 %) déclarent participer à la collecte de données numériques et à des évaluations fondées sur des mesures. De nombreux répondants combinent des méthodes quantitatives et qualitatives, appliquant des approches à méthode hybride afin de renforcer les données probantes, de soutenir le plaidoyer politique et de générer davantage de perspectives globales.

Un plus petit nombre d'organisations ont également communiqué l'utilisation de données géospatiales, d'analyses juridiques, d'évaluations d'impact et d'évaluations basées sur le terrain, ce qui illustre une diversification croissante des outils méthodologiques dans les travaux relatifs à la biodiversité tenant compte du genre.

Les organisations ont indiqué collecter un éventail varié, et faisant parfois double emploi, de types de données (voir figure 8), ce qui reflète la complexité de leurs travaux. Les types de données les plus fréquemment collectées sont les données relatives au genre et à l'inclusion sociale, mentionnées par 60 répondants (86 %), ce qui traduit l'accent fort mis sur le souhait de comprendre les dynamiques sociales. Tout de suite après viennent les données socio-économiques, qui aident les organisations à suivre les moyens de subsistance, les revenus et l'accès aux ressources au sein des communautés ; de telles données sont collectées par 47 répondants (67 %).

Les données politiques et juridiques, mentionnées par 43 répondants (61 %), et les données écologiques/sur la biodiversité (56 %) sont également souvent citées, ce qui indique l'existence d'un effort visant à relier les observations sur le terrain et les réalités des communautés, d'une part, et les cadres politiques nationaux et internationaux, d'autre part. Les connaissances traditionnelles, autochtones et locales sont collectées par 40 répondants (57 %), ce qui démontre la reconnaissance de la valeur que représentent des systèmes de connaissances variés s'agissant d'apporter des informations en vue de la conservation de la biodiversité, de la gouvernance des ressources et de la continuité culturelle.

Outre ces catégories principales, une organisation a souligné qu'elle utilisait de nombreuses formes de statistiques environnementales, comme les ensembles de données intégrées combinant des indicateurs sur le climat, l'utilisation des sols et les écosystèmes. La collecte de données de surveillance de la santé publique, particulièrement dans les cas où les changements environnementaux recoupent les risques pour la santé ou la vulnérabilité des communautés, a également été mentionnée à une reprise.

Dans tout l'ensemble de données, il est évident que de nombreuses organisations collectent différentes catégories en même temps, par exemple en combinant des données sur la biodiversité avec des informations socio-économiques, des perspectives liées au genre, des connaissances traditionnelles, autochtones et locales et des sources juridiques ou politiques. Cette approche intersectionnelle illustre le tournant émergent en faveur des systèmes de preuve globaux et pluridisciplinaires qui reflètent à la fois les dimensions écologiques, sociales, culturelles et de gouvernance.

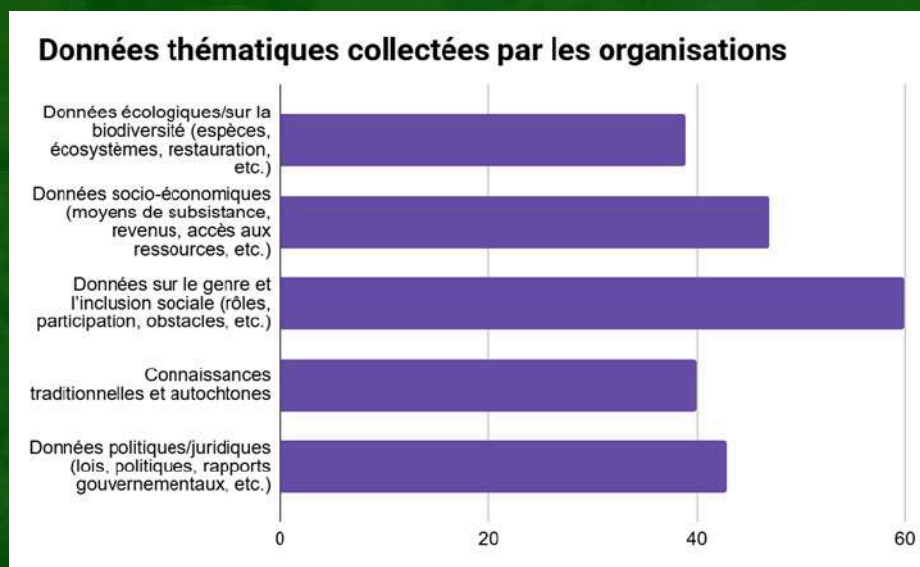


Figure 8 : Types de thématiques des données collectées par les personnes répondantes, illustrant l'étendue et le recouvrement des données socio-économiques, politiques/juridiques, sur la biodiversité, le genre et l'inclusion sociale et les connaissances autochtones et locales alimentant leurs travaux

Méthodes de collecte de données utilisées par les organisations

Les personnes répondantes utilisent un ensemble varié de méthodes de collecte, ce qui reflète la diversité des contextes dans lesquels ils agissent et la nécessité de capturer des perspectives quantitatives comme qualitatives. Les méthodes les plus fréquemment employées sont les entretiens et les discussions au sein de groupes de réflexion (79 %) ainsi que les enquêtes ou les questionnaires (77 %), ce qui souligne le rôle central que joue le contact direct avec les communautés afin de capturer les expériences vécues, les perceptions et les données structurées.

La cartographie communautaire et le système d'information géographique (SIG) (53 %) et les approches des sciences citoyennes ou de la surveillance communautaire (43 %) apparaissent aussi régulièrement, ce qui souligne les efforts mis en œuvre pour faire activement participer les communautés à la documentation des informations spatiales, au suivi de la biodiversité et à la surveillance du changement climatique. En parallèle, des bases de données numériques et des outils d'enquête numériques (46 %) indiquent une adoption croissante des technologies afin de soutenir la saisie des données, leur stockage et la collecte en temps réel de données de terrain, bien que l'accès aux infrastructures numériques reste inégal selon les contextes.

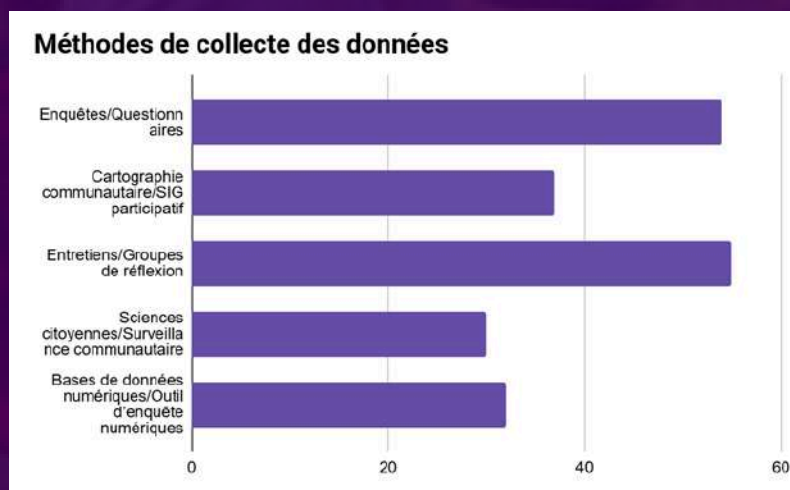


Figure 9 : Méthodes de collecte des données utilisées par les personnes répondantes, montrant la prévalence des enquêtes, des entretiens et des groupes de réflexion, des approches participatives et des outils numériques dans toutes les organisations (n = 70)

Outre ces méthodes essentielles, les organisations ont également recours à différentes approches spécialisées ou adaptées au contexte, notamment :

- L'évaluation rurale participative et la collecte de données probantes au moyen de récits, utilisées pour mettre au jour les récits, histoires et connaissances tirées de l'expérience locaux.
- Les Giras y caminatas botánicas (promenades botaniques), les visites sur le terrain et les observations sur place afin de collecter des données écologiques et culturelles.
- Les informations géospaciales, les « big data » et les fichiers administratifs, notamment parmi les groupes disposant de capacités techniques ou politiques renforcées.
- Les pièges photographiques, les drones et l'échantillonnage sur le terrain, montrant l'intégration d'outils de surveillance écologique riches en technologies.
- Les enquêtes auprès des instances de gouvernement, les réponses aux appels et les interrogations des communautés, qui montrent comment les organisations s'appuient également sur des sources de données institutionnelles et fondées sur la communication.

De manière générale, les résultats montrent que les organisations s'appuient sur un mélange de méthodes participatives, technologiques et traditionnelles basées sur le terrain et que nombre d'entre elles utilisent plusieurs méthodes combinées afin de garantir des ensembles de données plus complets et plus fiables. Cette approche multiméthodes reflète un tournant plus large en faveur de l'intégration des connaissances des communautés, de l'innovation numérique et du suivi scientifique dans les systèmes de données environnementales et sociales.

Défis rencontrés par les organisations en matière de collecte de données

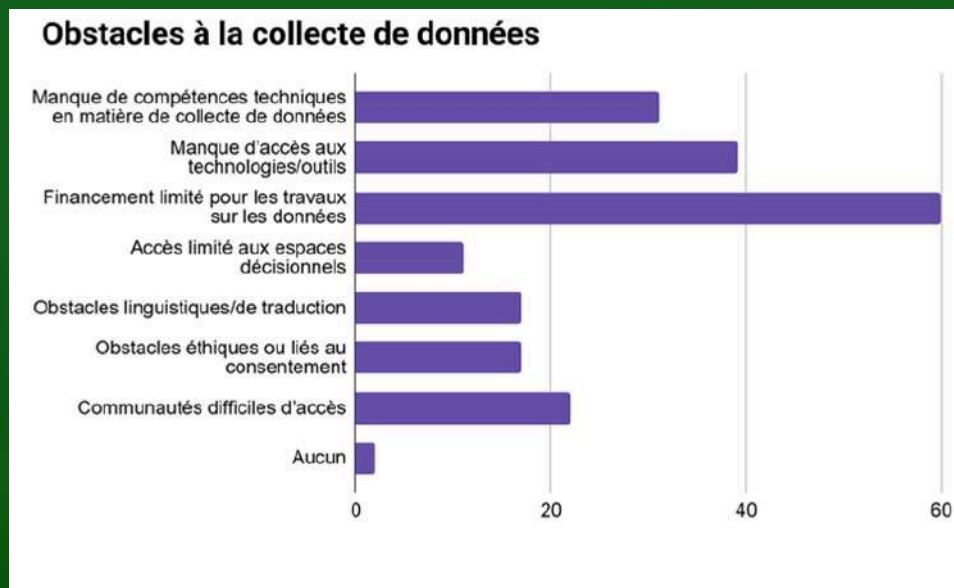


Figure 10 : Défis principaux rencontrés par les personnes répondantes dans le cadre de la collecte et la gestion de données relatives à la biodiversité tenant compte du genre, soulignant la prédominance des limites liées au financement, à la technique et à l'accès (n = 70)

Les personnes répondantes ont signalé être confrontés à un large éventail de défis qui entravent une collecte des données efficace et durable. L'obstacle le plus important et le plus courant est le financement limité dédié au travail sur les données, cité par 60 répondants (86 %) et que l'on retrouve de manière constante dans les réponses qualitatives. Cette limite financière est étroitement liée à deux autres grands défis : le manque d'accès à la technologie et aux outils, cité par 39 répondants (56 %), et le caractère limité des compétences techniques en matière de collecte des données, cité par 31 répondants (44 %). Ensemble, ces limites restreignent considérablement la capacité des répondants à mener des processus de données robustes, systématiques et disposant de ressources suffisantes tout au long de la chaîne de valeur de données.

En outre, la difficulté d'accès des communautés a été mentionnée par 22 répondants (31 %), notamment dans des zones isolées ou des contextes marqués par les déséquilibres de pouvoir, les normes patriarcales ou les croyances culturelles restrictives qui affectent la participation à la collecte des données. Les obstacles liés à la langue et à la traduction et les défis éthiques ou liés au consentement ont chacun été mentionnés par 17 répondants (24 %), tout particulièrement dans le cadre du travail avec les Peuples Autochtones, les communautés locales, les femmes et les populations locales, avec lesquels il est essentiel d'établir un lien de confiance, de s'assurer d'un consentement éclairé et de veiller au caractère approprié de l'engagement sur le plan culturel.

Des obstacles structurels et institutionnels ont également été relevés. L'accès limité aux espaces décisionnels a été souligné par 11 répondants (16 %), il limite la capacité des répondants à s'assurer que les processus politiques et de gouvernance tiennent dûment compte des données générées par les communautés. Les réponses qualitatives ont en outre pointé des défis liés aux capacités humaines limitées, à l'absence de sensibilisation institutionnelle aux questions d'égalité femmes-hommes et des dynamiques de pouvoir bien ancrées, y compris le contrôle des processus de conservation et des normes culturelles qui entravent la participation et l'appropriation des données.

Bien que deux répondants (3 %) aient indiqué n'avoir été confrontés à aucun défi, la grande majorité des répondants ont signalé de nombreux obstacles se recoupant en matière financière, technique, sociale et institutionnelle, qui ensemble limitent leur capacité à générer, gérer et appliquer efficacement des données de haute qualité, tenant compte du genre et dirigées par les communautés.

Collecte de données - Lacunes et capacités

Les personnes répondantes ont invariablement souligné l'existence d'un fort besoin en matière de formation à la collecte de données inclusives et tenant compte du genre, cité par 46 répondants (66 %), de financement et d'appui logistique (83 %) et d'accès aux outils ou équipements numériques (64 %), tous ces éléments étant essentiels pour améliorer la collecte, le stockage et l'analyse des données. Vingt-huit répondants (40 %) ont également mis en avant la nécessité de bénéficier d'orientations relatives à des pratiques éthiques et sûres en matière de données, notamment dans le cadre de travaux avec les Peuples Autochtones, les femmes et les communautés confrontées à des risques liés au consentement, à la confidentialité ou à la propriété des données. En parallèle, 46 répondants (66 %) ont exprimé avoir besoin de partenariats ou de mentorats, ce qui reflète la reconnaissance du fait que l'apprentissage par les pairs et les alliances sont des éléments cruciaux pour renforcer les travaux sur les données tenant compte du genre et le plaidoyer collectif.

Dans le même temps, l'enquête indique que les personnes répondantes ne se contentent pas uniquement de chercher du soutien, mais sont également bien placés pour en apporter aux autres. Les formes les plus courantes de soutien que les personnes répondantes ont déclaré pouvoir apporter comprennent une formation sur la collecte de données inclusives et tenant compte du genre (67 %) et des partenariats ou des mentorats (66 %), ce qui souligne une forte disposition en faveur de l'apprentissage par les pairs et de la collaboration. Un soutien pratique, prenant par exemple la forme de financements et d'une assistance logistique (59 %) ou d'un accès à des outils ou équipements numériques (54 %), a également été souvent mentionné, tandis que les orientations sur les pratiques éthiques et sûres liées aux données (49 %) ont émergé en tant qu'autre domaine d'expertise partagée.

Bien qu'un nombre plus réduit de répondants aient indiqué pouvoir partager directement des outils ou équipements numériques (31 %) ou apporter un financement ou un appui logistique (19 %), plusieurs d'entre eux ont mis en avant leur capacité à apporter des connaissances spécialisées, y compris des formations sur les données relatives à la propriété ventilées par genre, des actions de recherche participative, une analyse de la chaîne de valeur pour les économies basées sur la sylviculture et le partage d'expériences institutionnelles. Ensemble, ces constatations soulignent l'existence d'une base solide pour un renforcement des capacités fondé sur un réseau et mené par les pairs qui combine des compétences techniques, des pratiques éthiques, un soutien matériel et un apprentissage collectif.

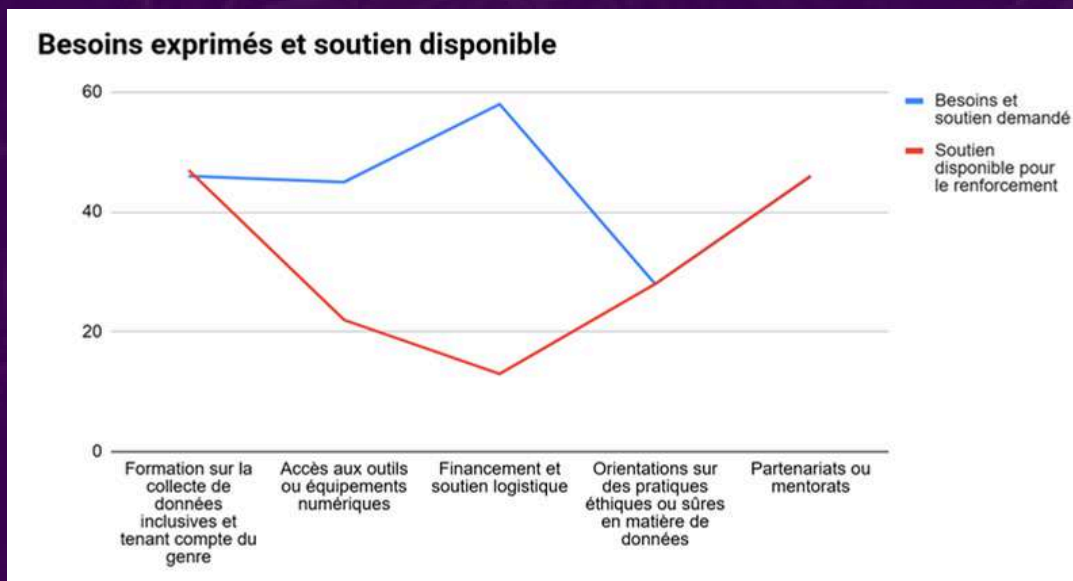


Figure 11 : Besoins et capacités des répondants en matière de soutien par les pairs concernant les données tenant compte du genre

3. GESTION, ANALYSE ET GOUVERNANCE DES DONNÉES

La présente section explore les capacités organisationnelles en matière d'organisation, de stockage, de conservation et de protection des informations, tout en respectant des protocoles éthiques. Elle porte également sur l'analyse des données, qui nécessite d'interpréter des informations afin d'identifier des modèles, des tendances et des perspectives, notamment en lien avec les dimensions sociales et liées au genre, et sur la gouvernance des données, qui couvre les pratiques éthiques, les processus de consentement, la protection des données et l'autorité décisionnelle concernant l'utilisation et le partage des données.

Organisation des données

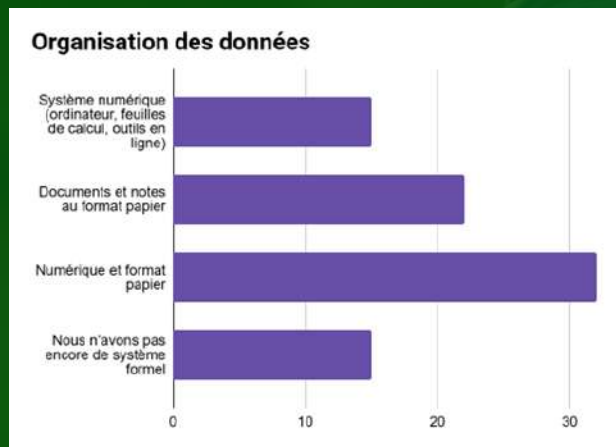


Figure 12 : Différentes approches employées par les organisations afin d'organiser leurs données (n = 70)

Les résultats de l'enquête montrent que les organisations utilisent un éventail de systèmes afin d'organiser leurs données, à des degrés variés de formalité et de numérisation. L'approche la plus courante est une combinaison de systèmes numériques et au format papier, comme l'ont mentionné 32 organisations (46 %), ce qui reflète le caractère transitionnel des pratiques en matière de données, dans le cadre desquelles des outils numériques sont utilisés en même temps que des dossiers physiques. Vingt-deux organisations (31 %) s'appuient principalement sur des dossiers et notes au format papier, tandis qu'un groupe plus restreint (21 %) utilise des systèmes intégralement numériques, comme des ordinateurs, des feuilles de calcul et des outils en ligne.

Il convient de noter qu'un nombre identique d'organisations (21 %) ont signalé qu'elles ne disposaient pas encore de système formel d'organisation des données, ce qui pointe un fort écart de capacités. Les réponses qualitatives ont en outre mis en lumière des pratiques informelles, telles que le partage de rapports mensuels au travers de plateforme de messagerie comme WhatsApp, et des combinaisons ad hoc de dossiers numériques et au format papier. De manière générale, les constatations indiquent une inégalité des pratiques d'organisation des données, ce qui souligne la nécessité du renforcement des infrastructures numériques, des systèmes normalisés et d'un soutien en faveur de la transition vers des approches de gestion des données plus sûres, plus accessibles et plus durables.

Défis en matière de gestion des données

Les personnes répondantes ont signalé un ensemble de défis interconnectés qui affectent la gestion efficace des données. La limite la plus fréquemment mentionnée est le manque de temps ou de personnel dédié à cette tâche (59 %), ce qui reflète le caractère limité des capacités organisationnelles pour assurer la collecte, la gestion et l'analyse systématiques des données. Cette limite était suivie de près par des compétences limitées en matière d'analyse des données (46 %) et par un manque d'outils numériques ou d'accès fiable à internet (45 %), ce qui restreint la qualité du traitement des données et la possibilité d'utiliser les données à des fins de planification ou de plaidoyer.

Des inquiétudes concernant la confidentialité et la propriété des données (42 %) ont également été soulevées, ce qui souligne les points sensibles qui entourent la gestion des données liées au genre et des données au niveau des communautés, notamment dans le contexte de l'évolution de la législation en matière de protection des données et du caractère limité des orientations institutionnelles. Les réponses indiquant des difficultés à comprendre les données complexes (30 %) soulignent l'existence de lacunes en matière d'éducation aux données, de défis liés à la normalisation et de qualité des documents administratifs.

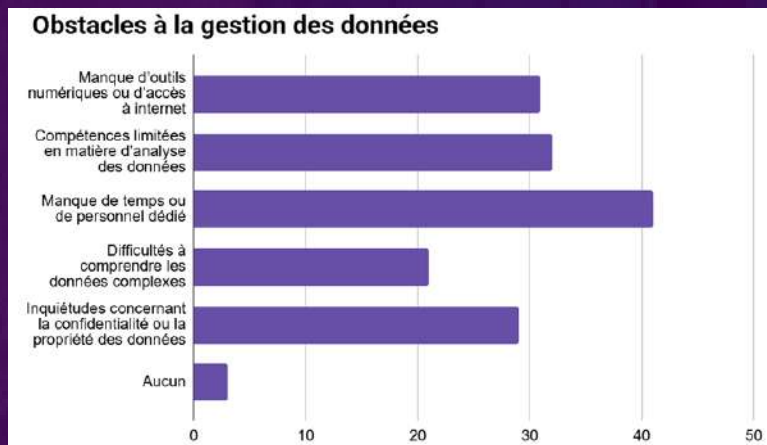


Figure 13: Défis principaux en matière de gestion des données, montrant le nombre de répondants et les pourcentages correspondants pour chaque défi

Outre ces défis essentiels, des réponses qualitatives uniques ont mis au jour des obstacles structurels et contextuels plus larges. Il s'agit notamment des dynamiques de pouvoir exerçant une influence sur les projets communautaires, notamment dans les travaux liés au genre, dans le cadre desquels les décideurs peuvent façonner les priorités en matière de données et la sélection des participants ; de la sous-déclaration de cas de violence et d'inégalités liées au genre ; des capacités techniques inégales aux niveaux infranationaux ; et de l'absence de systèmes de gestion des informations en ligne.

Certaines organisations ont fait observer que des modifications fréquentes des protocoles nationaux de protection des données ont rendu de plus en plus complexe le stockage sécurisé des données, tandis que d'autres ont souligné que le fait de disposer de davantage d'employés et de ressources leur permettrait de réaliser des analyses plus en profondeur, d'améliorer les tableaux de bord et de partager plus efficacement les données. Seuls trois répondants (4 %) ont indiqué n'avoir rencontré aucun défi, ce qui souligne la nature généralisée et multidimensionnelle des contraintes en matière de gestion des données pour les organisations.

Besoins en matière d'aide et de formation en vue d'améliorer la gestion et l'analyse des données organisationnelles

Les personnes répondantes ont exprimé de fortes demandes de soutien et de formation ciblées pour renforcer les capacités de gestion organisationnelle des données. Le besoin le plus couramment cité était une formation permettant de transformer des constatations en rapports utilisables par les communautés (72 %), ce qui souligne à quel point il est important de rendre les données accessibles, pertinentes et exploitables pour les communautés et les parties prenantes locales. Ce besoin était suivi de près par la compréhension des dimensions sociales et liées au genre dans l'analyse des données (67 %), ce qui reflète la place prioritaire conférée aux approches inclusives, intersectionnelles et tenant compte du genre dans l'interprétation des données.

Le soutien à l'analyse des informations par des moyens simples et visuels a été mentionné par 45 répondants (65 %), indiquant un besoin de compétences pratiques permettant de traduire les données en visuels clairs, en tableaux de bord et en synthèses capables d'alimenter le plaidoyer et la prise de décisions. L'éducation de base numérique et à la gestion des données (52 %) reste une exigence fondamentale, particulièrement pour les organisations disposant d'une infrastructure numérique ou de systèmes formels de données limités.

Outre ces besoins essentiels de formation, des réponses qualitatives uniques ont pointé des formes de soutien complémentaires. Il s'agit notamment de l'établissement de liens avec les communautés afin de promouvoir l'adoption et l'appropriation des constatations, du renforcement de la compréhension de l'inclusivité et de l'intersectionnalité tenant compte du genre et de l'aspect économique ainsi que de l'amélioration de l'interopérabilité entre les plateformes numériques afin de permettre un partage et une intégration plus fluides des données. Un petit nombre de répondants ont également cité le financement comme moteur essentiel de la gestion efficace des données, ce qui souligne que la formation à elle seule ne suffit pas en l'absence de ressources adéquates pour mettre en œuvre les nouvelles compétences en pratique.

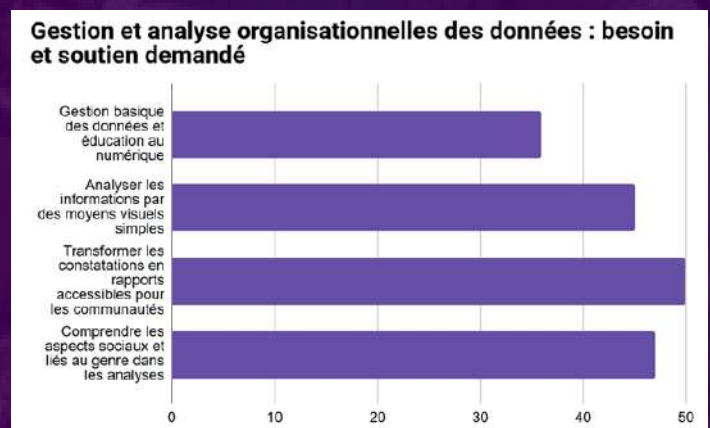


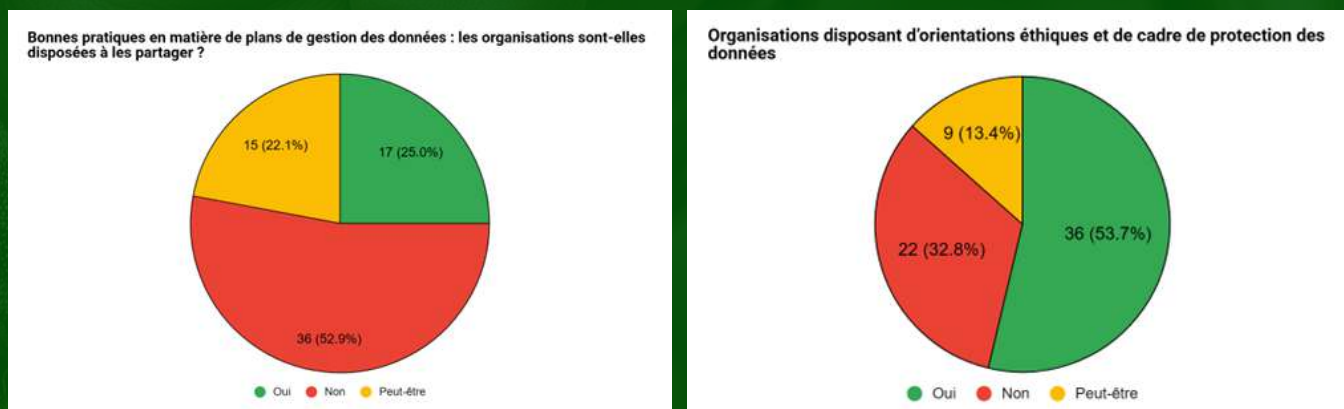
Figure 14: Soutien organisationnel et besoins de formation pour la gestion et l'analyse des données (n = 70)

Planification de la gestion des données et cadres éthiques

Une majorité des répondants, 36 organisations (52 %), ont signalé avoir mis en place des orientations éthiques ou des cadres de protection des données. Cependant, 22 organisations (32 %) ont indiqué ne pas disposer actuellement de tels protocoles et 9 organisations (13 %) ont formulé des réponses incertaines.

Dans le même temps, les réponses indiquent que bien que certaines organisations aient commencé à formaliser leurs pratiques en matière de gouvernance des données, des lacunes considérables persistent. Seules 17 organisations (25 %) ont signalé avoir un plan de gestion des données qu'elles seraient disposées à partager comme exemple de bonne pratique, contre 36 organisations (52 %) qui n'ont pas de tel plan et 15 organisations (22 %) qui ont indiqué qu'une telle possibilité serait envisageable à l'avenir. Ces éléments portent à croire que des approches structurées de la gestion des données sont encore émergentes dans de nombreuses organisations.

Les constatations soulignent qu'un plus fort accent est mis sur les considérations éthiques et la protection des données plutôt que sur la planification complète des données, ce qui met en lumière une opportunité pour un soutien ciblé afin d'aider les organisations à traduire les engagements éthiques en plans de gestion des données formels et partageables.



Figures 15 et 16 : Adoption organisationnelle d'orientations éthiques, de cadres de protection des données et de plans de gestion des données (n = 70), montrant le statut actuel et la disposition à partager les bonnes pratiques.

4. ADOPTION ET UTILISATION DES DONNÉES

La présente section combine deux éléments de la chaîne de valeur de données, l'analyse et l'application, en explorant la manière dont les organisations transforment les données et données probantes en actions aux fins de la sensibilisation des communautés, de la prise de décisions, du plaidoyer et de l'influence politique. L'utilisation des données implique d'appliquer les données probantes analysées afin d'alimenter le plaidoyer, l'engagement politique, les décisions communautaires, l'établissement de rapports et l'apprentissage organisationnel. Le partage et la communication des données se concentrent sur la diffusion des constatations auprès de différents publics au moyen de rapports, de dossiers, des médias, d'outils visuels ou de dialogues interactifs, en s'assurant que les données probantes sont accessibles, pertinentes et percutantes.

Utilisation des données par les organisations



Figure 17 : Principales utilisations des données par les organisations (n = 70), selon leurs finalités.

Les informations collectées par les organisations sont principalement utilisées pour soutenir la participation des communautés, la responsabilité et l'influence politique. Les utilisations les plus souvent mentionnées sont la sensibilisation des communautés et les programmes d'éducation (72 %), suivies de près par le soutien à la prise de décisions communautaires et à la gestion des ressources locales (70 %). Un nombre considérable d'organisations utilisent également les données pour le plaidoyer et pour influencer les décisions politiques locales ou nationales (67 %), ce qui met en évidence le rôle stratégique que jouent les données probantes s'agissant de définir les processus politiques.

Les données sont également utilisées dans une large mesure pour présenter des rapports aux partenaires et aux entités financeuses (65 %) et pour produire des études de cas, des dossiers d'apprentissage ou des rapports techniques (56 %), ce qui met en évidence la force de la prise de responsabilités et des fonctions d'apprentissage. Un nombre plus limité d'organisations ont signalé utiliser les données à l'appui de publications techniques via des partenaires (49 %) et un nombre encore plus limité a indiqué utiliser les données dans le cadre de revendications légales ou fondées sur des droits relatives à l'accès à des terres ou des ressources (28 %), ce qui laisse entendre que des applications plus spécialisées ou mobilisant plus de ressources des données restent moins courantes.

Publics et moyens efficaces pour le partage de données

Les organisations ont indiqué partager leurs constatations le plus souvent avec les membres des communautés locales et les dirigeants des communautés (85 %), ce qui souligne le rôle central joué par les données dans le cadre du soutien à l'engagement et à la prise de responsabilités au niveau local. De nombreuses organisations communiquent aussi régulièrement avec les entités financeuses, les ONG et les organisations partenaires (70 %), ce qui illustre l'importance des données pour la coordination, l'apprentissage et la mobilisation des ressources.

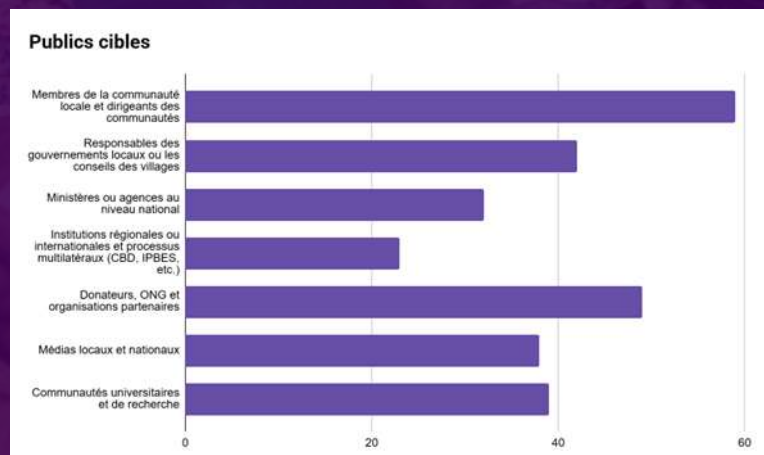


Figure 18 : Publics principaux des organisations pour le partage des constatations (n = 70).

Les interactions avec les autorités publiques occupent aussi une place importante : 42 répondants (60 %) partagent leurs constatations avec les responsables des gouvernements locaux ou les conseils des villages et 32 répondants (46 %) échangent avec des ministères ou des agences au niveau national, ce qui montre l'existence d'efforts actifs pour influencer les processus politiques et de gouvernance à différents niveaux. En outre, les constatations sont partagées avec les communautés universitaires et de recherche (56 %) et les médias locaux et nationaux (55 %), ce qui contribue à une diffusion et une sensibilisation plus large. Un nombre plus restreint d'organisations ont déclaré partager les données avec des institutions régionales ou internationales et des processus multilatéraux comme la CBD ou l'IPBES (33 %), ce qui laisse entendre qu'il existe un échange plus limité avec les plateformes politiques mondiales.

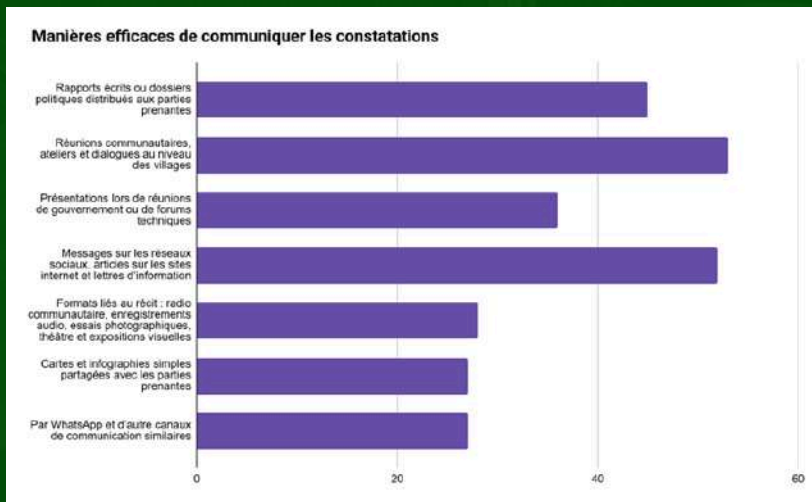


Figure 19 : Supports utilisés par les organisations pour communiquer leurs constatations (n = 70)

Les personnes répondantes ont mentionné des méthodes de communication accessibles et fondées sur les communautés comme outils les plus efficaces pour atteindre les publics cibles. Les réunions communautaires, les ateliers et les dialogues au niveau des villages ont été cités le plus souvent (76 %), soulignant à quel point l'engagement doit être direct et participatif pour assurer que les constatations sont comprises et suivies d'effets. De même, les messages sur les réseaux sociaux, les articles sur les sites internet et les lettres d'information ont été qualifiés d'outils très efficaces (75 %), ce qui illustre le rôle croissant que jouent les plateformes numériques pour élargir le rayonnement et maintenir la participation.

Des canaux plus formels restent aussi importants. Les rapports écrits ou les dossiers politiques remis aux parties prenantes ont été mentionnés par 45 répondants (65 %), tandis que les présentations lors de réunions de gouvernement ou de forums techniques ont été citées par 36 répondants (52 %), ce qui indique que les formats structurés d'influence politique et de prise de décision institutionnelle restent pertinents. De plus, un nombre considérable d'organisations ont souligné la valeur des approches par le récit, comme la radio communautaire, les enregistrements audio, les essais photographiques, le théâtre et les expositions visuelles (40 %), pour que les données parlent aux gens et produisent des échos culturels. Les cartes, les infographies simples et les plateformes de messagerie comme WhatsApp ont été mentionnées par 27 répondants (39 %), ce qui illustre l'efficacité des outils de communication visuels et informels lorsque l'on souhaite simplifier des informations complexes et toucher un public ayant un accès limité aux rapports formels.

Défis en matière de partage des données

Les organisations ont mentionné de nombreux obstacles, liés les uns aux autres, à l'utilisation et au partage efficace de leurs informations à des fins de plaidoyer et d'influence. Le défi le plus important était l'absence de fonds consacrés à la production de documents de sensibilisation ou aux déplacements dans des lieux dédiés au plaidoyer : 54 répondants (77 %) ont souligné que les contraintes financières constituaient une limite critique. Il était suivi de près par l'accès limité aux espaces politiques et décisionnels nationaux ou régionaux (60 %), ce qui restreint les possibilités pour que les données probantes générées par les communautés alimentent les processus formels.

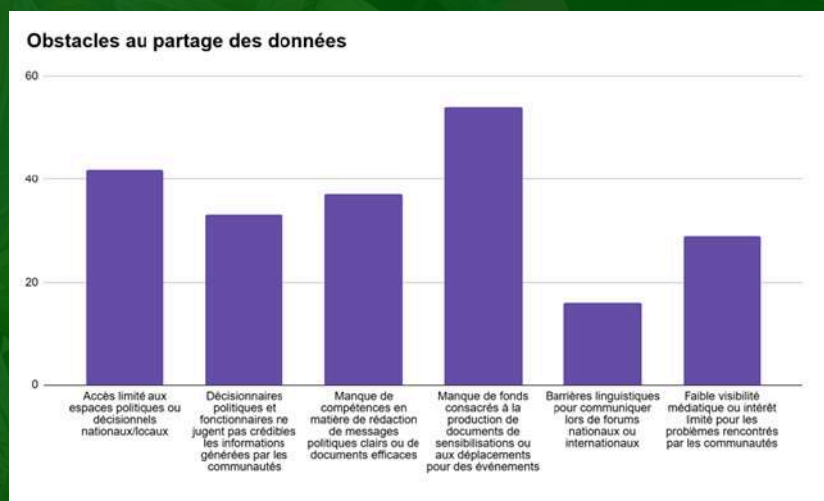


Figure 20 : Obstacles à l'utilisation et au partage des données pour l'action politique (n = 70).

De nombreuses organisations ont également signalé un manque de compétences en matière de rédaction de messages politiques clairs ou de documents efficaces (53 %), ainsi que des inquiétudes quant au fait que les décideurs politiques et les fonctionnaires ne jugent pas crédibles les informations générées par les communautés (47 %). D'autres défis comprennent notamment une faible visibilité médiatique ou un intérêt limité pour les problèmes rencontrés par les communautés (42 %) et les barrières linguistiques à la participation aux forums nationaux ou internationaux (23 %), ce qui limite encore plus la portée et l'impact de leurs constatations.

Soutien à la formation pour les organisations et besoins en capacités proposés par les organisations

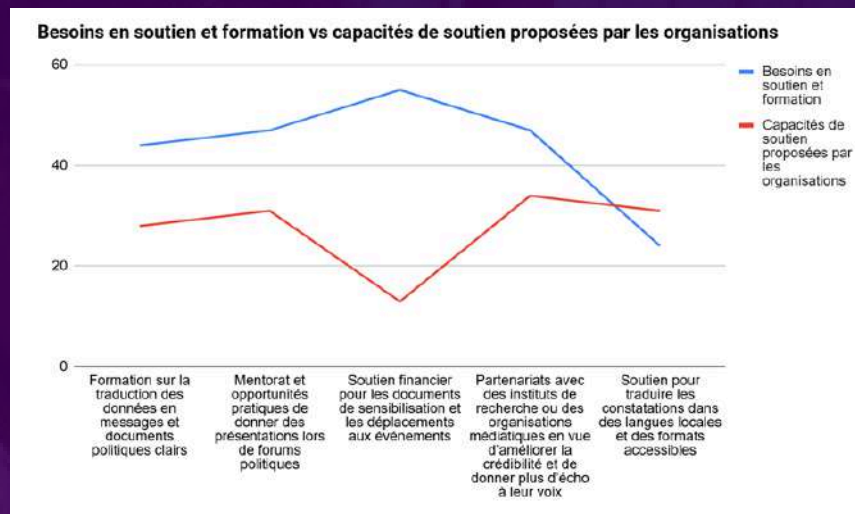


Figure 21 : Besoins en soutien et contributions entre pairs pour renforcer le plaidoyer (n = 70).

Pour lutter contre ces obstacles, les personnes répondantes ont donné la priorité au soutien financier pour les documents de sensibilisation et les déplacements en tant que forme d'assistance la plus importante (79 %). Une demande forte en faveur du mentorat et des opportunités pratiques de donner des présentations lors de forums politiques (67 %) a été exprimée, de même qu'en faveur des partenariats avec des instituts de recherche ou des organisations médiatiques en vue d'améliorer la crédibilité et de donner plus d'écho à leur voix (67 %). De plus, il a été possible d'identifier une demande de formation sur la traduction des données en messages et documents politiques clairs (63 %), ce qui souligne la nécessité de renforcer les compétences en matière de communication stratégique. Bien que moins souvent mentionné, le besoin de soutien pour traduire les constatations dans les langues locales et dans des formats accessibles (35 %) reste important pour un plaidoyer inclusif et centré sur les communautés.

Malgré ces défis, de nombreuses organisations ont indiqué qu'elles contribuaient déjà au renforcement des capacités par les pairs. Les domaines les plus courants dans lesquels elles pouvaient apporter un soutien comprenaient les partenariats avec les institutions de recherche ou les organisations médiatiques (49 %) et les opportunités de mentorat et d'encadrement concernant des présentations données lors de forums politiques (45 %). Un nombre identique de répondants (45 %) ont souligné leurs capacités à soutenir la traduction des constatations dans des langues locales et des formats accessibles, tandis que 28 répondants (40 %) étaient capables de fournir une formation sur la préparation de messages et dossiers politiques. Cependant, un nombre bien plus faible d'organisations (19 %) ont indiqué être en mesure de fournir un appui financier pour les activités de sensibilisation et les déplacements, ce qui illustre à quel point les limites financières sont répandues dans le secteur.

Ces constatations mettent en lumière le potentiel de l'existence d'un réseau de soutien entre les organisations, dans le cadre duquel les contributions entre pairs complètent une assistance ciblée pour renforcer le plaidoyer, améliorer la crédibilité et promouvoir des approches inclusives et centrées sur les communautés.

Intérêt pour l'apprentissage par les pairs en matière de données liées au genre

Les organisations ont fait preuve d'un très fort degré d'intérêt pour la participation à un échange des apprentissages par les pairs afin de renforcer les capacités liées aux données portant sur le genre. Au total, 67 répondants (96 %) ont marqué leur intérêt, tandis que seul un répondant (2 %) a déclaré ne pas être intéressé et deux répondants (3 %) ont indiqué qu'ils pourraient participer.

Les personnes répondantes intéressées ont affiché une préférence marquée pour les formats interactifs et flexibles. Les séminaires en ligne ont été décrits comme l'option la plus accessible (82 %), suivis de près par les réunions en personne à l'occasion d'événements de la CBD (81 %), ce qui montre la valeur accordée à la participation à distance et à l'utilisation stratégiques des rassemblements existants. En outre, des orientations écrites comportant des exemples pratiques provenant d'autres organisations ont été mentionnées par 50 % des répondants, ce qui illustre une demande de ressources pouvant être réexaminées et adaptées au fil du temps.

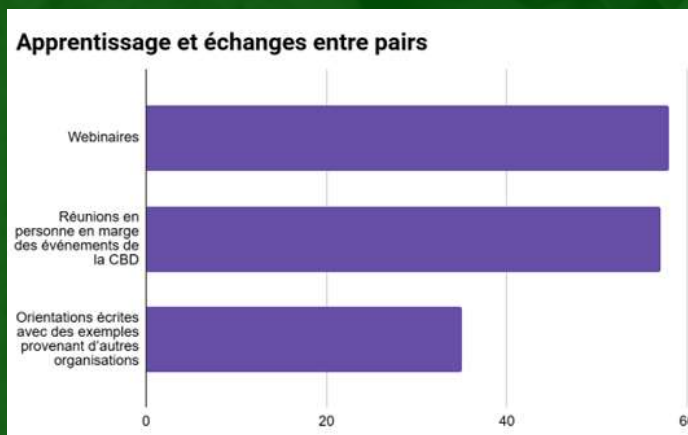


Figure 22 : Intérêt et formats préférés pour les échanges entre pairs (n = 70), l'apprentissage hybride étant privilégié.

Ensemble, ces constatations laissent entendre qu'une approche d'apprentissage hybride combinant des sessions virtuelles, des échanges en personne et des documents écrits pratiques serait la plus efficace pour soutenir l'apprentissage par les pairs concernant les pratiques relatives aux données tenant compte du genre.

5. LA VOIE À SUIVRE : ALIMENTER LE PROCESSUS DE FORMATION

La présente évaluation cherche à comprendre comment les organisations dirigées par des femmes et alliées travaillant sur la biodiversité interagissent actuellement avec les données relatives à la biodiversité tenant compte du genre, quels obstacles elles rencontrent et quelle forme de soutien elles jugent être la plus pertinente.

Les constatations démontrent que les organisations dirigées par des femmes et fondées sur des communautés génèrent et utilisent déjà des données relatives à la biodiversité tenant compte du genre, notamment pour la prise de décision et le plaidoyer au niveau local. Cependant, des systèmes faibles de gestion des données, des ressources limitées et un accès restreint aux espaces politiques limitent la durabilité, la protection et l'influence de ces données probantes, notamment aux niveaux national et mondial.

Ces perspectives fournissent une base étayée par des preuves cruciales pour la prochaine étape des travaux collectifs du groupe de travail des femmes de la CBD et de ses partenaires, qui comprennent la co-conception de l'apprentissage par les pairs, le renforcement des capacités et les stratégies de plaidoyer. Elles encouragent également les institutions, les initiatives et les praticiens qui travaillent sur les questions liées au genre et aux données à intégrer ces prochaines étapes dans leurs cadres formatifs, stratégiques et de mise en œuvre. Les étapes futures, dont certaines sont décrites ci-dessous, devraient s'appuyer sur les priorités et les bonnes dispositions exprimées par les personnes répondantes, en veillant à ce que tout mécanisme de soutien soit ancré dans les réalités vécues, les pratiques éthiques en matière de données et le leadership partagé.

1 Reconnaître et amplifier les données générées par les communautés

Les préoccupations relatives à la crédibilité des données générées par les communautés soulignent la nécessité de légitimer et d'amplifier activement ces données probantes dans le cadre des processus nationaux, régionaux et mondiaux. Les partenariats avec les instituts de recherche, les organisations médiatiques et les alliés techniques peuvent aider à renforcer la visibilité tout en garantissant que les communautés conservent la propriété et le contrôle du récit fait de leurs données. Le plaidoyer lors de forums multilatéraux devrait explicitement reconnaître les données générées par les communautés et dirigées par les femmes comme étant valides et nécessaires.

2 Promouvoir des pratiques relatives aux données éthiques, inclusives et tenant compte du genre

Au regard de la forte demande de formation sur l'analyse sociale et liée au genre, ainsi que des préoccupations concernant l'éthique, le consentement, la confidentialité et la propriété des données, les programmes devraient harmoniser les approches tenant compte du genre et basées sur les droits. Cela comprend notamment des orientations sur un consentement éclairé, sur la conservation de la propriété des données par les communautés, sur la protection des informations sensibles et sur les méthodes appropriées sur le plan culturel, en particulier dans le cadre du travail avec les Peuples Autochtones et les communautés locales. La mise au point et le partage d'orientations éthiques simples et adaptables permettraient de soutenir les organisations qui ne disposent actuellement pas de cadres formels.

3 Investir dans le renforcement des capacités essentielles en matière de données pour les organisations locales et de femmes

Au regard des défis courants liés au manque de temps, de personnel, de financement, d'outils numériques et de compétences d'analyse, il convient de donner la priorité au renforcement des capacités de base. Cela passe notamment par des formations sur la gestion de base des données et l'éducation au numérique, l'analyse simple des données à l'aide d'outils visuels et des orientations pratiques sur l'organisation et le stockage en toute sécurité des données. Les efforts consacrés au renforcement des capacités devraient être conçus comme étant modulaires et adaptables et comme ne représentant pas une charge trop importante, compte tenu des limites en matière de ressources auxquelles sont confrontées de nombreuses organisations.

4 Soutenir un mélange d'apprentissage par les pairs et d'échange de connaissances

L'intérêt massif porté à l'apprentissage par les pairs laisse entrevoir la valeur que représenterait la mise en place d'un mécanisme d'apprentissage par les pairs combinant des webinaires, des échanges en personne lors des réunions de la CBD et des orientations écrites. L'apprentissage par les pairs devrait être centré sur les expériences vécues, les outils pratiques et les exemples tirés du monde réel provenant des organisations de femmes et dirigées par les communautés plutôt que de modèles trop techniques. Le fait de faciliter les échanges sud-sud et interrégionaux renforcerait encore plus l'apprentissage collectif et la solidarité.

5

Renforcer la voie partant des données et allant vers le plaidoyer et l'influence politique

Bien que les organisations utilisent activement les données pour la prise de décision communautaire et le plaidoyer, nombre d'entre elles sont confrontées à des obstacles concernant l'accès politique, la crédibilité et la formulation de messages. Un soutien ciblé est nécessaire pour aider les organisations à traduire les données en messages politiques et documents clairs et percutants, dans des formats accessibles aux communautés. Des opportunités de mentorat, notamment en ce qui concerne les présentations dans les espaces politiques et la communication avec les décideurs, aideraient à combler l'écart entre la génération de données probantes et l'influence.

6

Étendre l'accès aux outils numériques et aux infrastructures pratiques

Un accès limité aux outils numériques, à une connexion internet et aux systèmes de gestion des données reste une limite majeure. Les partenaires et les entités financeuses devraient donner la priorité à un financement flexible qui soutient les infrastructures numériques, les logiciels adéquats et les équipements de base, tout en reconnaissant que les systèmes hybrides papier-numérique utilisés par de nombreuses organisations restent pertinents. Le soutien devrait tenir compte du contexte et éviter d'imposer des systèmes trop complexes.

7

Soutenir la traduction, l'accessibilité et la communication multilingue

Les barrières linguistiques et les défis en matière d'accessibilité soulignent l'importance d'investir dans la traduction et les formats de communication appropriés au plan local. Les constatations devraient être partagées par des récits, des radios communautaires, des outils visuels, WhatsApp et d'autres canaux de confiance, en parallèle des rapports formels. Cela permet de garantir que les données contribuent à la fois à l'autonomisation des communautés et au plaidoyer politique plutôt qu'uniquement à l'établissement de rapports destinés aux entités financeuses.

8

Construire un écosystème de soutien mutuel et de leadership partagé

De nombreuses organisations ont exprimé le besoin de recevoir du soutien et de soutenir d'autres organisations, notamment au moyen de formations, de mentorats et de partenariats. Les futures initiatives devraient donc se concentrer sur la construction d'un écosystème collaboratif qui valorise l'apprentissage mutuel, le leadership partagé et le plaidoyer collectif plutôt que le renforcement de capacités unidirectionnel. Cette approche est conforme aux principes féministes et basés sur les mouvements et elle renforce la durabilité à long terme.

ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

L'outil d'évaluation a été conçu autour des étapes clés de la chaîne de valeur de données : la collecte, la gestion/l'analyse/la gouvernance et l'adoption/l'utilisation, et cherche à capturer à la fois l'interaction actuelle avec les données et les obstacles auxquels les organisations se heurtent lorsqu'elles génèrent et utilisent des données probantes tenant compte du genre.

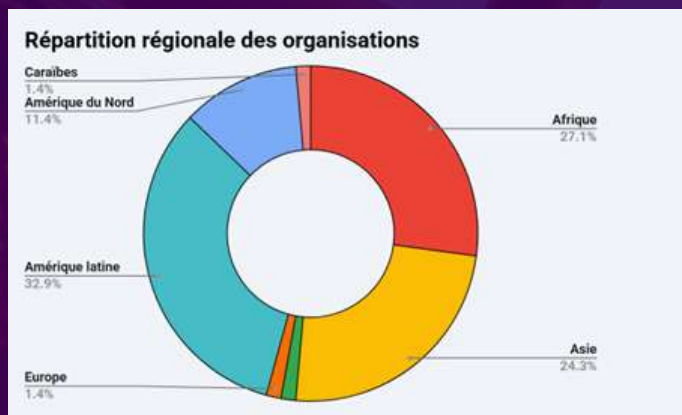


Figure 23: Répartition des répondants selon les régions

L'enquête a été lancée en octobre 2025 et est restée ouverte pendant un mois, ce qui a laissé suffisamment de temps aux partenaires de toutes les régions pour participer. Afin de tenir compte de la diversité linguistique et de garantir l'accessibilité pour les organisations de femmes travaillant dans différents contextes, l'outil d'enquête a été mis à disposition en anglais, en espagnol et en français.

Les considérations relatives à l'éthique et à la protection des données ont été intégrées dans la conception de l'enquête, y compris au moyen du consentement explicite des répondants à l'utilisation des informations fournies aux fins de l'évaluation des capacités organisationnelles, de la détection de lacunes et de l'alimentation d'initiatives futures en matière de renforcement des capacités et d'apprentissage par les pairs.

L'enquête a été largement partagée et ciblait deux groupes :

1. Les organisations qui travaillent déjà avec le genre et les données, y compris celles générant, analysant ou appliquant des données probantes sensibles au genre dans les espaces politiques ; et
2. Les organisations qui souhaitent travailler avec des données tenant compte du genre mais nécessitant un soutien, des capacités ou des ressources supplémentaires pour ce faire.

Region	Respondent Countries
Afrique	Cameroun, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Ghana, Kenya, Nigeria, Rwanda et Ouganda
Asie	Afghanistan, Inde, Indonésie, Japon, Kirghizstan, Pakistan, Philippines et Thaïlande
Asie de l'Ouest	Jordanie
Amérique latine	Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Mexique, Panama et Pérou
Caraïbes	Jamaïque
Europe	Royaume-Uni
Amérique du Nord	États-Unis d'Amérique, Canada

Tableau 1 : Pays des répondants répartis par région

Un total de 70 réponses ont été reçues de 33 pays (voir tableau 1), le sud mondial étant particulièrement représenté. De manière générale, la liste montre une large participation mondiale, avec une concentration notable en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ce qui reflète une forte participation provenant des régions dans lesquelles les travaux relatifs à la biodiversité basés sur les communautés et dirigés par des femmes sont particulièrement actifs.

Les personnes répondantes représentaient un large éventail de types d'organisations, dont 53 % s'identifiaient comme des organisations non gouvernementales (ONG). Parmi les autres types de répondants, on trouvait notamment les organisations basées sur les communautés (19 %), les instituts de recherche (14 %), les ONGI (10 %) et les collectifs dirigés par des femmes (4 %). De nombreuses organisations travaillent directement avec les Peuples Autochtones (29 %), les communautés afro-descendantes (26 %) et les communautés locales (87 %), ce qui reflète le fort ancrage du secteur dans la préservation de la biodiversité par les communautés.

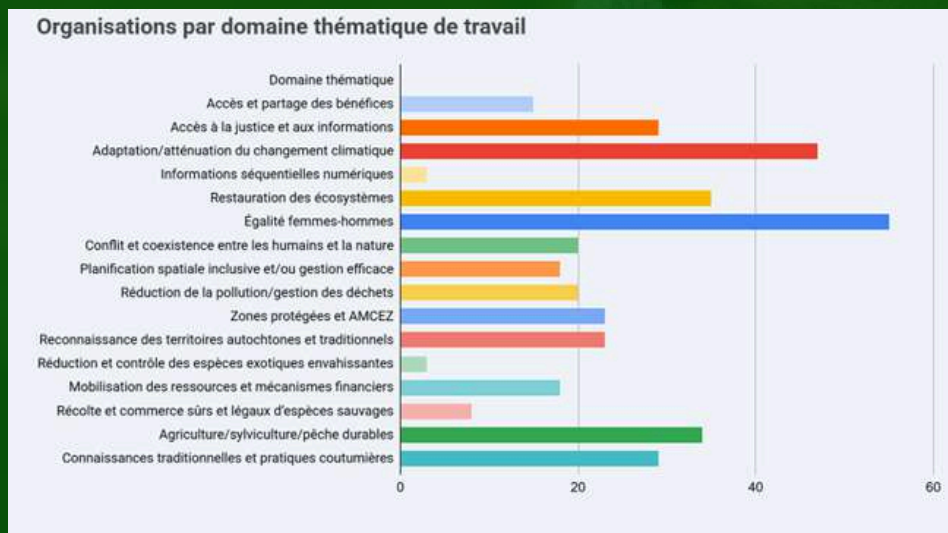


Figure 24 : Domaines thématiques dans lesquels les personnes répondantes sont actives en lien avec la biodiversité et le changement climatique

Dans tout l'ensemble de données, les organisations ont déclaré travailler dans de nombreux domaines thématiques, y compris la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable, l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes, la gouvernance territoriale autochtone et traditionnelle, l'adaptation et la résilience face au changement climatique et les connaissances traditionnelles et l'héritage bioculturel. Cette diversité souligne le caractère interconnecté de la justice de genre, des droits des communautés et de la protection de la biodiversité.

Publié : février 2026

Pour plus d'informations : genderandbiodiversitydata@cbd womenscaucus.org

Le CBD Women's Caucus (CBD WC) est le groupe des femmes au sein de la Convention sur la diversité biologique (CBD). C'est une plateforme mondiale autogérée qui permet aux femmes et aux filles dans le monde entier de défendre leurs droits dans tous les processus décisionnels liés à la biodiversité, à tous les niveaux.



L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) est une organisation mondiale politique et de recherche dont les travaux visent à promouvoir le développement durable, la justice sociale et la protection de l'environnement. L'IIED collabore avec les gouvernements, les communautés et la société civile afin de générer des solutions fondées sur des données probantes, d'influencer les politiques et de soutenir les groupes marginalisés, y compris les femmes et les communautés autochtones, dans le cadre de la réponse aux défis liés à l'environnement et au développement.

